

Réforme du bac : les enseignants sur les dents

Les enseignants des lycées belfortains sont inquiets face à la réforme du bac, qui prévoit que les établissements proposent des spécialités et options différentes.

Montbéliard mieux dotée que Belfort ? Les inégalités sociales accentuées par la réforme du lycée ? À Belfort, les enseignants sont véritablement inquiets. Réunis à la Maison du peuple, ils viennent de convier leurs confrères, les élèves et les parents du département à une réunion publique autour du collectif réunissant des enseignants des trois lycées publics de Belfort. La soirée est un succès : plus de cent personnes, dont des représentants des syndicats de parents d'élèves, des parents (perdus), le député Ian Boucard, l'adjointe au maire Delphine Mentre et plusieurs élus d'opposition.

Ils ne voient aucun avantage à la réforme annoncée par le gouvernement, imposée au pas de charge. Elle est en revanche source de très nombreuses critiques pour lesquels ils manquent de

réponse. Même s'ils précisent bien que le projet présenté par le rectorat est « évolutif », ce qui laisse penser que des négociations pourront faire progresser le dossier.

Quel choix ?

La nouvelle carte des formations pose le problème du « vrai » choix donné aux élèves de chaque lycée de la ville. En effet, l'affectation automatique géographique sera remplacée par le choix d'une spécialité, qui déterminera le lieu d'études. Les lycéens de Besançon auront d'office plus de choix que ceux de Montbéliard, Belfort étant la moins bien dotée. Par ailleurs, est-on vraiment en mesure de choisir un cursus quand on est en seconde et que l'on n'arrive pas à se projeter dans l'avenir, comme la plupart des adolescents ? Que se passera-t-il quand 40 élèves voudront rejoindre une classe « Sciences de l'ingénieur » du lycée Follereau alors qu'il n'y a que 35 places ? « On nous a laissés entendre que le chef d'établissement devra convaincre les parents de changer d'avis ». Le professeur principal sera aussi très sollicité, le conseil de classe pendant de son pouvoir d'orientation.

Appauvrissement de l'enseignement ?

Les enseignants redoutent un appauvrissement de l'enseignement. « On sait bien que cette réforme a pour objet de faire des économies d'heures, pour les affecter ailleurs ». Ils craignent que

les lycées, par manque de budget, réduisent leur offre de formation. Les enseignements optionnels sont en effet voués à être financés sur les « enveloppes complémentaires » propres à chaque établissement. Enveloppe sur laquelle doivent aussi être financés certains postes d'accompagnement des élèves en difficulté.

Plus d'internes ?

Le choix risque aussi d'être sérieusement compromis par les distances entre établissements. Qui, à 15 ans, décidera de quitter le foyer familial pour suivre une option dans un lycée du département voisin ? Les parents d'élèves soucieux de la meilleure éducation possible risquent de vouloir aller vivre dans les grandes villes bien dotées.

Un sous-bac local en contrôle continu ?

Parmi les craintes des enseignants, le baccalauréat remplacé par un contrôle continu : « Tel qu'il est conçu, il risque de créer des sous-bacs, selon le quartier et la ville dont on est issu ».

Enseignement fondamental

Les profs s'inquiètent pour les mathématiques, qui peuvent être totalement abandonnées au lycée. « Les lycéens risquent de se fermer des portes définitivement avant d'arriver en université ». Ils s'insurgent en particulier contre « la fin de l'ambition de démocratisation scolaire ». Les lycées privés risquent d'adorer cette réforme du public...

Christine RONDOT



« On sait bien que cette réforme a pour objet de faire des économies d'heures, pour les affecter ailleurs »
Un intervenant à la réunion
librisreader